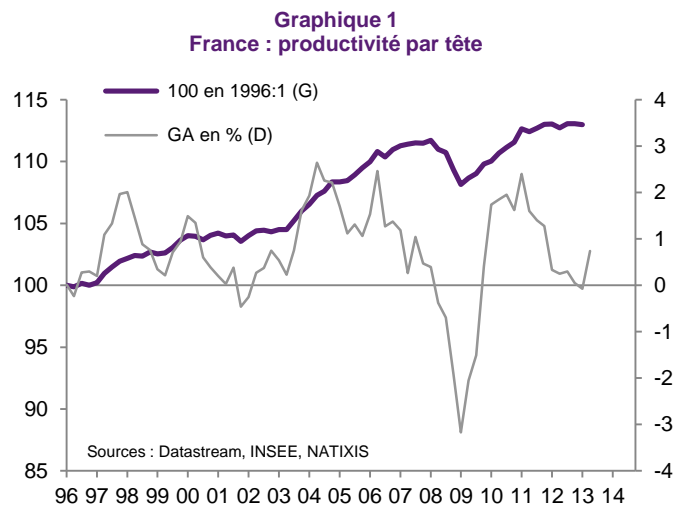


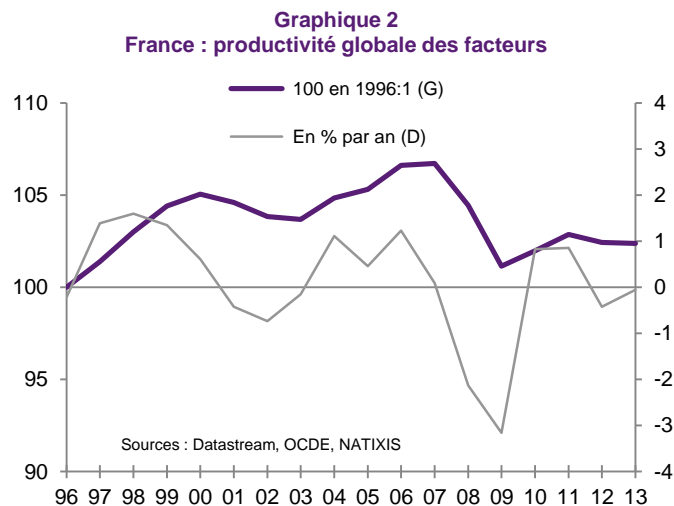
Réactions à la contribution de Jean Pisani-Ferry « Quelle France dans 10 ans ? »

Ma réaction porte sur l'attractivité, les avantages comparatifs de la France. La France est présentée comme pouvant profiter de la vague mondiale d'innovation, pouvant de ce fait obtenir entre 1,5% et 2% par an de croissance potentielle, disposant d'une main-d'œuvre bien formée attractive pour les investisseurs étrangers, capacité à croître grâce aux services. Cette vue me paraît extraordinairement optimiste.

1. On s'aperçoit d'abord que le progrès technique a pratiquement disparu en France, qu'il s'agisse d'innovations réalisées en France ou importées et incorporées dans la gamme de produits, dans les processus de production. La productivité du travail par tête n'a augmenté que de 0,7% par an en moyenne depuis 1996 (**graphique 1**).



La productivité globale des facteurs, c'est-à-dire la productivité de l'ensemble du capital et du travail, est en 2013 au niveau de 1998 (**graphique 2**).



Compte tenu des évolutions démographiques (recul de 0,2% par an en moyenne de la population de 20 à 60 ans sur les 10 prochaines années), ceci conduirait à une croissance potentielle de 0,5% par an. **Mais on peut espérer une hausse du taux d'emploi**, c'est-à-dire de la proportion de la population en âge de travailler qui a un emploi, pour des raisons à la fois cycliques (sortie de récession) et structurelles (hausse du taux d'emploi des salariés de 55 à 64 ans, avec les réformes des retraites).

Le tableau 1 montre le taux d'emploi dans quelques pays de l'OCDE. Si on peut espérer une hausse en 10 ans de 6 points du taux d'emploi, ce qui l'amènerait au-dessus de 70% et est un objectif très ambitieux, il faut ajouter ½ point à la croissance annuelle, ce qui donne **une croissance potentielle maximale de l'ordre de 1%**.

Tableau 1 : taux d'emploi total (en %)

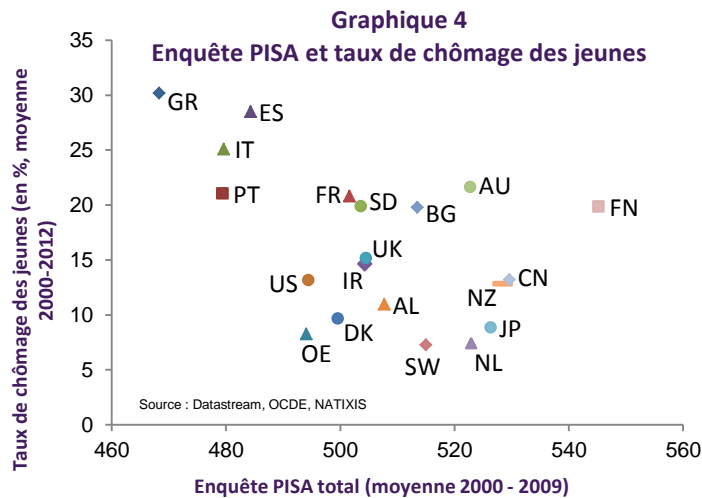
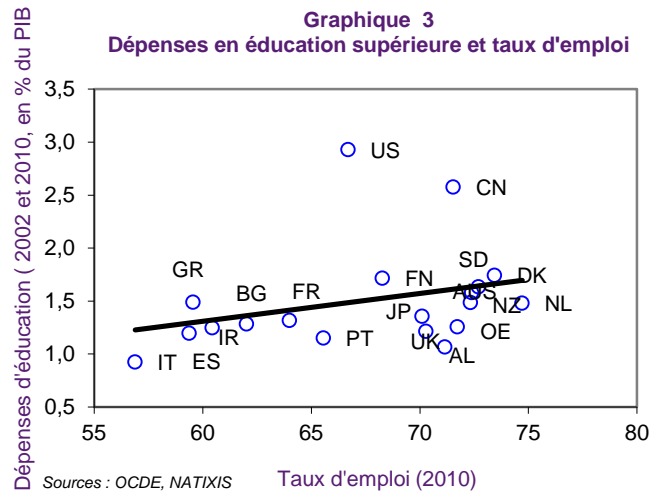
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Etat-Unis	76,0	76,2	76,4	75,5	74,3	73,7	73,8	74,2	74,8	74,6	73,9	70,7	69,8	70,0	70,7
Canada	70,0	71,0	71,9	71,8	72,6	73,5	73,8	73,8	74,2	75,1	75,5	73,4	73,7	74,2	74,7
Royaume-Uni	72,2	72,8	73,4	73,6	73,6	74,0	74,1	74,2	74,2	74,0	74,4	72,4	72,3	72,6	73,2
Suède	72,6	73,9	75,7	76,6	76,4	75,7	74,9	75,3	76,0	77,2	77,5	74,0	74,5	76,0	76,2
Allemagne	65,4	65,8	66,2	66,5	66,1	65,4	65,8	66,5	68,2	70,1	71,3	71,6	72,4	74,0	72,8
France	60,2	60,7	62,0	62,9	63,2	64,3	64,0	64,0	63,9	64,6	65,2	64,4	64,2	64,3	64,5
Espagne	52,8	55,4	57,8	59,2	59,8	61,1	62,4	64,7	66,2	67,1	65,8	61,1	59,9	59,0	56,7
Italie	53,1	53,8	54,7	55,8	56,5	57,1	58,3	58,4	59,4	59,6	59,7	58,4	57,8	57,9	58,7
Pays-Bas	70,1	71,4	72,7	73,1	73,6	72,2	71,9	72,3	73,3	75,4	76,9	76,8	76,0	76,1	76,6
Belgique	57,5	59,4	61,3	60,0	60,2	59,9	60,7	61,6	61,4	62,5	62,9	62,0	62,5	62,5	62,5
Autriche	68,4	69,0	68,9	68,9	69,4	69,5	68,3	69,3	71,0	72,6	73,4	73,0	73,1	73,4	73,8
Finlande	65,2	67,1	68,0	68,8	68,8	68,5	68,4	69,2	70,3	71,4	72,2	69,3	69,3	70,5	71,0
Portugal	70,7	71,3	72,6	73,4	73,4	72,6	72,3	72,0	72,5	72,5	72,7	70,8	70,0	68,2	65,8
Irlande	61,4	64,4	66,3	67,0	66,5	66,5	67,2	68,8	69,9	70,7	69,7	64,0	61,9	61,1	60,4
Danemark	76,1	76,9	77,0	76,9	77,0	76,3	76,9	77,2	78,6	78,3	79,1	76,6	74,8	74,8	74,5
Suisse	80,1	80,5	80,5	81,2	80,9	80,1	79,3	78,9	79,9	80,7	81,8	81,5	80,9	81,8	82,1
Japon	75,0	74,5	74,4	74,4	73,8	73,9	74,3	75,1	76,0	77,1	77,5	76,9	77,6	77,3	78,0
Australie	69,0	69,4	70,4	70,2	70,6	71,2	71,5	73,0	73,7	74,5	75,0	74,0	74,5	75,0	74,8
Grèce	57,2	56,9	57,4	57,1	58,7	60,0	60,5	61,3	62,2	62,6	63,0	62,4	60,7	56,6	52,1
Nouvelle Zélande	70,1	70,8	71,7	72,9	73,8	73,9	75,1	76,3	77,1	77,7	77,4	75,7	75,5	76,1	76,0

2. **L'attractivité de la France est probablement en réalité assez faible.** Certes les infrastructures de transport sont de bonne qualité, mais on observe en sens inverse **la dégradation de la qualité du système éducatif**, avec par exemple la baisse continue des scores PISA de l'OCDE (**Tableau 2**).

Les comparaisons internationales semblent montrer qu'un score PISA faible conduit à un taux d'emploi faible (**graphique 3**) et à un chômage des jeunes élevés (**graphique 4**).

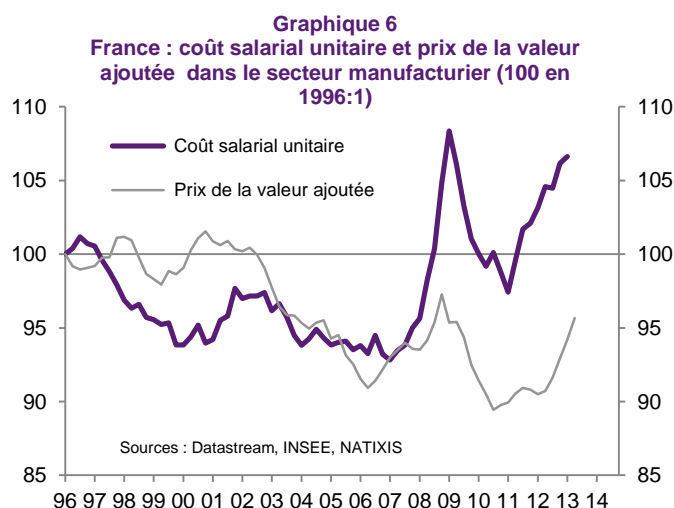
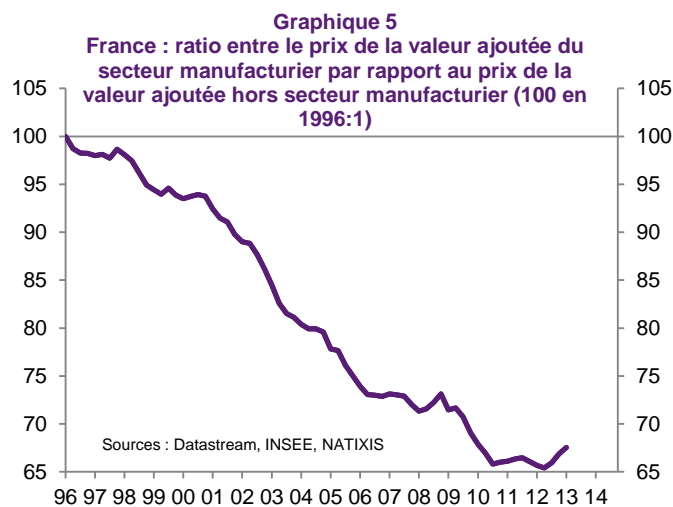
Tableau 2 : Enquête PISA de l'OCDE

2000				2003				2006				2009			
Compréhension écrite	Culture mathématique	Culture scientifique	Moyenne	Compréhension écrite	Culture mathématique	Culture scientifique	Moyenne	Compréhension écrite	Culture mathématique	Culture scientifique	Moyenne	Compréhension écrite	Culture mathématique	Culture scientifique	Moyenne
508	520	504	511	500	514	515	510	493	500	500	498	496	497	496	497
509	498	504	504	497	484	493	491	m	475	490	483	500	487	502	496
m	m	m	m	m	m	m	m	503	501	523	509	494	492	514	500
492	496	494	494	506	515	516	512	501	509	520	510	497	513	520	510
m	m	m	m	499	535	548	527	500	525	533	519	520	529	539	529
495	478	493	489	483	487	489	486	463	481	490	478	481	483	488	484
488	459	479	475	476	466	487	476	469	462	476	469	486	483	489	486
548	537	539	541	544	545	549	546	548	549	564	554	536	541	554	543



L'attractivité de la France est aussi menacée par **la faible rentabilité de l'industrie et la faible rentabilité du capital dans l'industrie**. Le prix relatif des produits industriels par rapport aux autres biens et services a beaucoup baissé (**graphique 5**), ce qui détourne le capital de l'industrie, et est sans doute lié à l'insuffisance de la concurrence dans les services ; les marges bénéficiaires de l'industrie se sont beaucoup resserrées depuis le milieu des années 2000 (**graphique 6**), avec une baisse des prix de l'industrie liée au faible niveau de gamme de l'industrie française (et révélée par le niveau très élevé de l'élasticité-prix des

exportations en volume : 1,1 contre 0,3 en Allemagne et aux Etats-Unis, 0,1 au Japon et au Royaume-Uni).

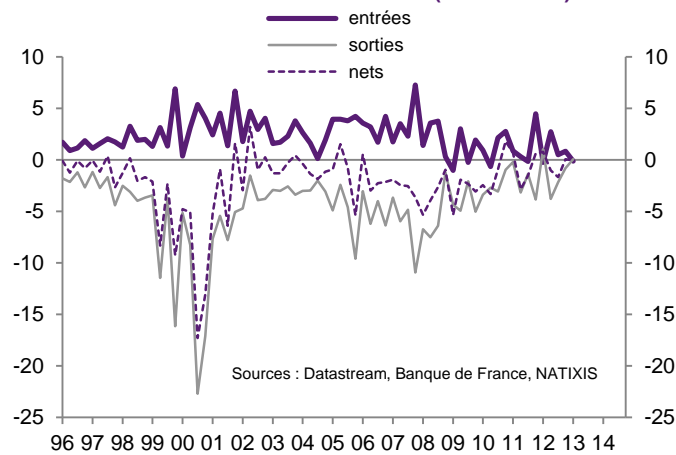


On voit au total que les sorties d'investissements directs vers l'étranger l'emportent presque tout le temps sur les entrées depuis l'étranger, et que les flux entrants d'investissements directs sont décroissants depuis le milieu des années 2000 (**graphique 7**).

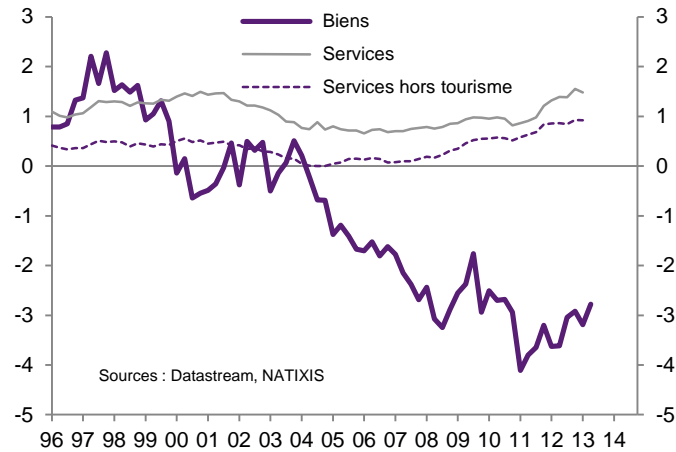
3. Il paraît enfin très douteux que les services exportables puissent remplacer l'industrie. Le seul pays de l'OCDE où l'excédent commercial des services compense le déficit des biens est le Royaume-Uni. En France (comme aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne, en Italie...), l'excédent des services, même en incluant le tourisme, reste faible (**graphique 8**).

On ne peut donc pas éviter de rééquilibrer le commerce extérieur des biens donc, compte-tenu de l'énergie, de générer un important excédent pour l'industrie.

Graphique 7
France: investissements directs (en % du PIB)



Graphique 8
France : balance commerciale (en % du PIB valeur)



La situation structurelle de la France paraît donc difficile : avec la « disparition du progrès technique », la croissance potentielle est très probablement inférieure à 1% par an, d'où les difficultés pour financer les dépenses liées au vieillissement, pour réduire les taux d'endettement ; les services exportables ne peuvent pas être substitués à l'industrie, et l'attractivité de l'industrie en France est faible avec sa faible profitabilité ; la dégradation de la qualité du système éducatif est un obstacle à la hausse du taux d'emploi, donc à la capacité à obtenir une croissance potentielle convenable.